

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 91 — 58

1. Convention internationale de coopération pour la Sécurité de la Navigation aérienne « Eurocontrol » du 13 décembre 1960, amendée par le Protocole, signé à Bruxelles le 12 février 1981;
2. Accord multilatéral relatif aux redevances de route, signé à Bruxelles le 12 février 1981 (1). — Adhésion par Chypre

Le 27 novembre 1990 a été déposé au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de Belgique, l'instrument d'adhésion de Chypre, concernant les actes précités.

Ce dépôt d'instrument d'adhésion a été effectué conformément aux dispositions du nouvel article 36 de la Convention du 13 décembre 1960, amendé par l'article XXXIII du Protocole du 12 février 1981.

Le Protocole et l'Accord multilatéral entreront en vigueur à l'égard de Chypre, le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt de l'instrument d'adhésion, à savoir le 1^{er} janvier 1991.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 91 — 58

1. Internationaal Verdrag tot samenwerking in het belang van de Veiligheid van de Luchtvaart « Eurocontrol » van 13 december 1960, gewijzigd door het Protocol, ondertekend te Brussel op 12 februari 1981;
2. Multilaterale Overeenkomst betreffende « en route »-heffingen, ondertekend te Brussel op 12 februari 1981 (1). — Toetreding door Cyprus

Op 27 november 1990 is op het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België de akte van toetreding van Cyprus betreffende bovenvermelde akten nedergelegd.

Deze akte van toetreding is nedergelegd in overeenstemming met het bepaalde in het nieuwe artikel 36 van het Verdrag van 13 december 1960, zoals gewijzigd bij artikel XXXIII van het Protocol van 12 februari 1981.

Het Protocol en de Multilaterale Overeenkomst treden voor Cyprus in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de nederlegging van de akte van toetreding, te weten op 1 januari 1991.

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 91 — 59

- 2 JANVIER 1991. — Arrêté royal relatif au rachat anticipé des obligations des emprunts intérieurs venant à échéance finale en 1991

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1948 portant intégration au budget général des dépenses financées hors du budget par avances de trésorerie au cours de l'exercice 1948 et antérieurement, notamment l'article 33;

Vu les lois de finances pour les exercices 1948, 1972, 1979, 1982, 1986 et 1988;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens pour chacun des exercices 1947, 1949 à 1957, 1975 à 1978, 1980, 1981, 1983 à 1985, 1987, 1989 à 1991;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens et le budget des recettes extraordinaires pour chacun des exercices 1958 à 1971, 1973 et 1974;

Vu la loi du 2 août 1955 portant suppression du Fonds d'Amortissement de la Dette publique;

Considérant que ces lois, chacune pour l'exercice qu'elle concerne, autorisent le gouvernement à couvrir par des emprunts, soit l'excédent des dépenses budgétaires sur les recettes budgétaires, soit le remboursement d'obligations à leur échéance finale ou facultative et à racheter ou échanger des titres dans le cadre des opérations de gestion de la dette publique;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 170, modifié par les lois des 15 juillet 1966, 28 décembre 1983 et 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 6 août 1951 réglant le service de la dette publique modifié par l'arrêté royal du 24 décembre 1959, par la loi du 10 octobre 1967 et par les arrêtés royaux des 9 décembre 1971, 10 novembre 1987, 26 avril 1989 et 11 mai 1989;

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 91 — 59

- 2 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit betreffende de vervroegde terugkoop van obligaties van binnenlandse leningen die in 1991 op eindvervaldag komen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 29 juni 1948 houdende aanrekening op de algemene begroting van de gedurende het dienstjaar 1948 en vroeger door schatkistvoorschotten buiten de begroting gefinancierde uitgaven, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op de financiewetten voor de dienstjaren 1948, 1972, 1979, 1982, 1986 en 1988;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting voor elk van de dienstjaren 1947, 1949 tot 1957, 1975 tot 1978, 1980, 1981, 1983 tot 1985, 1987, 1989 tot 1991;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting en de begroting van de buitengewone ontvangsten voor elk van de dienstjaren 1958 tot 1971, 1973 en 1974;

Gelet op de wet van 2 augustus 1955 tot opheffing van het Amortisatiefonds van de Staatsschuld;

Overwegende dat deze wetten, elk voor het dienstjaar dat hen betreft, de regering machtigen om, hetzij het overschot van de begrotingsuitgaven op de begrotingsontvangsten, hetzij de terugbetaling van de obligaties op hun eind- of facultatieve vervaldag en het terugkopen of omruilen van effecten in het raam van de beheersverrichtingen van de Staatsschuld, door middel van leningen te dekken;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 170, gewijzigd door de wetten van 15 juli 1966, 28 december 1983 en 22 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 augustus 1951 tot regeling van de dienst der Staatsschuld, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 december 1959, bij de wet van 10 oktober 1967 en bij de koninklijke besluiten van 9 december 1971, 10 november 1987, 26 april 1989 en 11 mei 1989;

(1) Voir *Moniteur belge* du 30 avril 1985.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 30 april 1985.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Notre Ministre des Finances est autorisé à racheter par anticipation, en 1991, aux conditions qu'il détermine, des emprunts intérieurs venant à échéance finale en 1991.

Art. 2. L'opération de rachat anticipé se déroule sur une base strictement volontaire.

Art. 3. Le solde non racheté par l'Etat belge des emprunts visés par l'offre publique de rachat anticipé continue à exister jusqu'à son échéance finale aux conditions déterminées dans les arrêtés d'émission de ces emprunts.

Art. 4. Le rachat se fait par la technique de l'adjudication, selon le procédé de l'appel d'offres de vente. Il peut y avoir plusieurs tranches d'adjudication de rachat pour un même emprunt.

Art. 5. Le Ministre des Finances détermine la date d'adjudication de chaque tranche de rachat et la date de règlement des fonds par l'Etat belge des parties d'emprunts rachetées.

Il se réserve le droit jusques et y compris le jour de l'adjudication de rachat, de renoncer à l'adjudication de toute tranche annoncée et/ou de clôturer par anticipation le rachat.

Art. 6. L'offre publique de rachat anticipé vise uniquement les inscriptions nominatives détenues au Grand-Livre de la Dette publique depuis la dernière échéance d'intérêt par des personnes physiques ou morales répondant aux conditions d'exonération du précompte mobilier sur les revenus.

Art. 7. Pour un emprunt, le montant total des offres de vente faites par un candidat-vendeur ne peut excéder le montant nominal qu'il détient le jour de l'adjudication en inscriptions nominatives au Grand-Livre de la Dette publique telles que définies à l'article 6.

Art. 8. Les offres de vente portent sur des multiples d'un montant nominal d'un million de francs avec un minimum de cinq millions de francs par offre.

Art. 9. Lors de chaque tranche d'adjudication de rachat, plusieurs offres de vente peuvent être faites par les candidats-vendeurs, à des prix différents, pour chaque emprunt visé par l'offre publique de rachat anticipé. Ce sont des offres de vente compétitives.

Art. 10. Les prix demandés par les candidats-vendeurs ne peuvent comporter plus de deux décimales, la seconde étant 0 ou 5. Au cas où un prix demandé ne serait pas un multiple de 0,05, il serait arrondi par défaut.

Art. 11. Les offres de vente compétitives seront rachetées aux prix offerts par les candidats-vendeurs, à commencer par les offres de vente dont les prix demandés sont les moins élevés, jusqu'à concurrence du montant de rachat souhaité par l'Etat belge.

Art. 12. Lors de chaque tranche d'adjudication de rachat, chaque candidat-vendeur peut, pour chaque emprunt visé par l'offre publique de rachat anticipé, faire une offre de vente ne comportant pas de proposition de prix (il s'agit alors d'une offre de vente non compétitive), pour autant qu'il ait fait au moins une offre de vente compétitive.

Le montant offert doit être un multiple d'un montant nominal d'un million de francs avec un minimum de cinq millions de francs par offre de vente.

Art. 13. Si un candidat-vendeur fait une offre de vente non compétitive, celle-ci pourra être rachetée par l'Etat belge au prix de rachat moyen pondéré tel qu'il résulte de l'adjudication de rachat des offres compétitives.

Le Ministre des Finances peut, le cas échéant, n'accepter qu'une partie de ces offres de vente non compétitives ou n'en accepter aucune.

Art. 14. Si, lors d'une tranche d'adjudication d'un des emprunts visés par le rachat, des offres compétitives sont faites de manière insuffisante ou insatisfaisante pour permettre à l'Etat belge de racheter des inscriptions nominatives dudit emprunt dans des conditions normales de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor, le Ministre des Finances se réserve le droit de renoncer à leur rachat, ainsi qu'à celui des inscriptions nominatives proposées au rachat sous la forme d'offres de vente non compétitives.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onze Minister van Financiën wordt gemachtigd, om de obligaties van binnenlandse leningen die in 1991 op eindvervaldag komen, in 1991 vervroegd terug te betalen, onder de door hem vast te stellen voorwaarden.

Art. 2. De verrichting van vervroegde terugbetaling geschiedt op een volledig vrijwillige basis.

Art. 3. Het door de Belgische Staat niet teruggekochte saldo van de leningen bedoeld voor de openbare offerte van vervroegde terugkoop blijft behouden tot zijn eindvervaldag tegen de voorwaarden bepaald in de uitgiftebesluiten van deze leningen.

Art. 4. De terugkoop geschiedt bij de aanbestedingstechniek, volgens de methode van beroep op verkoopoffertes. Er kunnen meerdere aanbestedingstranches van terugkoop plaats hebben voor eenzelfde lening.

Art. 5. De Minister van Financiën bepaalt de datum van aanbesteding van elke terugkooptranche en de datum van de storting der gelden door de Belgische Staat van de teruggekochte leningsgedeelten.

Hij behoudt zich het recht voor, om tot en met de dag van de aanbesteding van terugkoop, af te zien van de aanbesteding van elke aangekondigde tranche en/of de terugkoop vervroegd af te sluiten.

Art. 6. De openbare offerte van vervroegde terugkoop betreft enkel de nominatieve inschrijvingen gehouden in het Grootboek van de Staatsschuld sedert de laatste interestvervaldag door natuurlijke of rechtspersonen die aan de voorwaarden van vrijstelling van de roerende voorheffing op de inkomsten voldoen.

Art. 7. Het totale bedrag aan verkoopsoffertes gedaan voor een lening door een kandidaat-verkoper mag het nominale bedrag waarover hij de dag van de aanbesteding beschikt in inschrijvingen op naam in het Grootboek van de Staatsschuld zoals bepaald in artikel 6 niet overschrijden.

Art. 8. De verkoopsoffertes slaan op veelvouden van een nominaal bedrag van één miljoen frank met een minimum van vijf miljoen frank per offerte.

Art. 9. Bij elke aanbestedingstranche van terugkoop mogen meerdere verkoopsoffertes gedaan worden door de kandidaat-verkopers, tegen verschillende prijzen, voor elke lening bedoeld voor de openbare offerte van vervroegde terugkoop. Het zijn verkoopsoffertes met mededinging.

Art. 10. De door de kandidaat-verkopers gevraagde prijzen mogen niet meer dan twee decimalen bevatten, de tweede zijnde 0 of 5. Indien de gevraagde prijs geen veelvoud van 0,05 zou zijn, wordt hij naar beneden afgerond.

Art. 11. De verkoopsoffertes met mededinging zullen teruggekocht worden tegen de door de kandidaat-verkopers aangeboden prijzen, te beginnen met de verkoopsoffertes, waarvan de gevraagde prijzen het laagste zijn, dit tot beloop van het door de Belgische Staat gewenste bedrag van terugkoop.

Art. 12. Bij elke aanbestedingstranche van terugkoop mag elke kandidaat-verkoper, voor elke lening bedoeld voor de openbare offerte van vervroegde terugkoop, een verkoopsofferte doen die geen prijsopgave omvat (het betreft hier een verkoopsofferte buiten mededinging), voor zover hij tenminste één verkoopsofferte met mededinging heeft gedaan.

Het aangeboden bedrag moet een veelvoud van een nominaal bedrag van één miljoen frank zijn, met een minimum van vijf miljoen frank per verkoopsofferte.

Art. 13. Indien een kandidaat-verkoper een verkoopsofferte buiten mededinging doet, zal deze door de Belgische Staat teruggekocht worden tegen de gewogen gemiddelde terugkoop prijs voortkomend uit de aanbesteding van terugkoop van de offertes met mededinging.

De Minister van Financiën kan desgevallend een gedeelte van deze verkoopsoffertes buiten mededinging aanvaarden of geen enkele aanvaarden.

Art. 14. Indien bij een aanbestedingstranche van een van de leningen bedoeld voor de terugkoop, offertes met mededinging worden gedaan op onvoldoende of onbevredigende wijze om aan de Belgische Staat toe te laten tot het terugkopen van inschrijvingen op naam voor genoemde lening onder normale voorwaarden van financieel beheer te verwezenlijken in het algemeen belang van de Schatkist, behoudt de Minister van Financiën zich het recht voor af te zien van hun terugkoop, evenals aan de inschrijvingen op naam ingediend tot terugkoop onder de vorm van verkoopsoffertes buiten mededinging.

Art. 15. § 1er. Lors du règlement de chaque tranche d'adjudication d'un des emprunts visés par le rachat, les prix de vente retenus par le Ministre des Finances sont majorés des intérêts courus depuis la date de la dernière échéance d'intérêt jusqu'à la date de règlement des fonds par l'Etat belge.

§ 2. Les intérêts courus dont l'Etat belge est redevable envers les vendeurs sont payés sans déduction d'un montant correspondant au précompte mobilier.

Art. 16. Le paiement par l'Etat belge des parties d'emprunts rachetées et des proratas d'intérêt est effectué chez le Caissier de l'Etat, auprès de la Banque nationale de Belgique, le jour prévu au calendrier fixant les dates des tranches d'adjudication de rachat et du règlement des fonds.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 2 janvier 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Art. 15. § 1. Bij de betaling van elke aanbestedingstranche van een van de leningen bedoeld voor de terugkoop, worden de door de Minister van Financiën weerhouden verkoopprijzen verhoogd met de opgelopen interesten vanaf de datum van de laatste interestvervaldag tot de datum van de storting der gelden door de Belgische Staat.

§ 2. De opgelopen interesten die de Belgische Staat verschuldigd is tegenover de verkopers worden betaald zonder aftrek van een bedrag dat met de roerende voorheffing overeenstemt.

Art. 16. De betaling door de Belgische Staat van de teruggekochte leningsgedeelten en de interestprorata's wordt uitgevoerd door de Rijkskassier, bij de Nationale Bank van België, de dag voorzien op de kalender die de data vastlegt van de aanbestedingstranches van terugkoop en de storting der gelden.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 18. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 2 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

F. 91 — 60

2 JANVIER 1991. — Arrêté royal
relatif à l'émission de l'emprunt dénommé
« Obligations linéaires 9,25 % — 2 janvier 1998 »

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1948 portant intégration au budget général des dépenses financées hors du budget par avances de trésorerie au cours de l'exercice 1946 et antérieurement, notamment l'article 33;

Vu les lois de finances pour les exercices 1948, 1972, 1979, 1982, 1986 et 1988;

Vu les lois contenant le budget des Voies et Moyens pour chacun des exercices 1947, 1949 à 1957, 1975 à 1978, 1980, 1981, 1983 à 1985, 1987, 1989 à 1991;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens et le budget des recettes extraordinaires pour chacun des exercices 1958 à 1971, 1973 et 1974;

Vu la loi-programme du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales, notamment l'article 51;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 170, modifié par les lois des 15 juillet 1966, 28 décembre 1983 et 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal n° 446 du 20 août 1986 relatif aux opérations de régularisation d'une partie des intérêts de certains emprunts émis par l'Etat et le Fonds des Routes;

Vu l'arrêté royal du 6 août 1951 réglant le service de la dette publique modifié par l'arrêté royal du 24 décembre 1959, par la loi du 10 octobre 1967 et par les arrêtés royaux des 9 décembre 1971, 10 novembre 1987, 26 avril 1989 et 11 mai 1989;

Vu le protocole d'accord du 3 août 1986 entre l'Etat belge et les investisseurs institutionnels relatif au différentiel d'intérêt de certains emprunts émis par l'Etat et le Fonds des Routes ainsi que son avenant daté du 1^{er} août 1988;

Vu le protocole d'accord du 27 juillet 1990 entre l'Etat belge et les investisseurs institutionnels relatif à la conversion des Bons du Trésor émis de 1986 à 1989 en un emprunt dénommé « Obligations linéaires 9,25 % — 2 janvier 1998 »;

Considérant que ces lois, chacune pour l'exercice qu'elle concerne, autorisent le gouvernement à couvrir par des emprunts, soit l'excédent des dépenses budgétaires sur les recettes budgétaires, soit le

N. 91 — 60

2 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit
betreffende de uitgifte van de lening genaamd
« Lineaire obligaties 9,25 % — 2 januari 1998 »

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 juni 1948 houdende aanrekening op de algemene begroting van de gedurende het dienstjaar 1946 en vroeger door schatkistvoorschotten buiten de begroting gefinancierde uitgaven, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op de financiewetten voor de dienstjaren 1948, 1972, 1979, 1982, 1986 en 1988;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting voor elk van de dienstjaren 1947; 1949 tot 1957, 1975 tot 1978, 1980, 1981, 1983 tot 1985, 1987, 1989 tot 1991;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting en de begroting van de buitengewone ontvangsten voor elk van de dienstjaren 1958 tot 1971, 1973 en 1974;

Gelet op de programmawet van 28 december 1990 betreffende verschillende fiscale en niet fiscale schikkingen, inzonderheid op artikel 51;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 170, gewijzigd door de wetten van 15 juli 1966, 28 december 1983 en 22 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 446 van 20 augustus 1986 betreffende de regularisatieverrichtingen van een gedeelte van de interesten van bepaalde leningen uitgegeven door de Staat en het Wegenfonds;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 augustus 1951 tot regeling van de dienst der staatsschuld, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 december 1959, bij de wet van 10 oktober 1967 en bij de koninklijke besluiten van 9 december 1971, 10 november 1987, 26 april 1989 en 11 mei 1989;

Gelet op het protocol van overeenkomst van 3 augustus 1986 tussen de Belgische Staat en de institutionele beleggers betreffende het interestverschil van bepaalde leningen uitgegeven door de Staat en het Wegenfonds evenals zijn aanhangsel gedateerd van 1 augustus 1988;

Gelet op het protocol van overeenkomst van 27 juli 1990 tussen de Belgische Staat en de institutionele beleggers betreffende de conversie van Schatkistbons uitgegeven van 1986 tot 1989 in een lening genaamd « Lineaire obligaties 9,25 % — 2 januari 1998 »;

Overwegende dat deze wetten, elk voor het dienstjaar dat hen betreft, de regering machtigen om, hetzij het overschot van de begrotingsuitgaven op de begrotingsontvangsten, hetzij de terugbe-